

N° 6903⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2015-2016

P R O J E T D E L O I

modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;
2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien;
3. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat

* * *

SOMMAIRE:

page

Amendements adoptés par la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- | | |
|--|---|
| 1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés à la Présidente du Conseil d'Etat (10.3.2016)..... | 1 |
| 2) Texte coordonné..... | 7 |

*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
A LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ETAT**

(10.3.2016)

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir une série d'amendements au projet de loi sous rubrique, qui ont été adoptés par les membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse en date du 9 mars 2016.

Je joins en annexe, à toutes fins utiles, un texte coordonné du projet de loi sous rubrique reprenant les amendements proposés (figurant en caractères gras) et les propositions de texte du Conseil d'Etat que la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a faites siennes (figurant en caractères soulignés).

*

I. OBSERVATIONS GENERALES

Une partie des modifications apportées au texte du projet de loi reflètent les propositions formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 23 février 2016 en ce qui concerne la numérotation et la subdivision du projet de loi qui prend la teneur suivante:

1. L'article I^{er} porte sur les modifications de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

2. l'article II porte sur les modifications de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien;
3. l'article III porte sur les modifications de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat;
4. l'article IV concerne la disposition transitoire au sujet des inspecteurs de l'enseignement fondamental;
5. l'article V concerne la mise en vigueur.

*

II. AMENDEMENTS

Amendement 1 concernant l'article I^{er}, point 3 nouveau (article 3 initial)

L'article I^{er}, point 3 est amendé comme suit:

~~„Art. 3.~~ 3. L'article 6 ~~de la même loi~~ est complété par 1° les alinéas suivants:

„Pour être admis au stage, les candidats doivent également disposer:

- = 1. d'une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures, **accomplie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger**, reconnue équivalente par le ministre ayant ~~dans ses attributions~~ les services de secours dans ses attributions, conformément aux dispositions ~~du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population, 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours;~~
- = 2. d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, reconnu équivalent par le ministre sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage;
- = 3. **d'une attestation d'encadrement d'enfants et d'adolescents dans un contexte non scolaire d'un volume de quatre-vingts heures au moins. d'une attestation d'activités d'encadrement d'enfants ou d'adolescents, âgés entre trois et dix-huit ans, d'un volume de quatre-vingts heures au moins, accomplies dans un contexte non scolaire, rémunérées ou non rémunérées et organisées au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par un organisme privé ou une institution publique, reconnue par le ministre.**

Un candidat qui souffre d'une incapacité physique ne lui permettant pas d'obtenir l'attestation prévue au point 1 ci-dessus ou le brevet mentionné au point 2 ci-dessus peut en être dispensé par le ministre“.

Commentaire

Afin de tenir compte de l'opposition formelle du Conseil d'Etat à l'égard du respect du principe de la hiérarchie des normes, il est proposé de renvoyer au sous-point 1. à la base légale visée. L'insertion des termes „accomplie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger“ donne suite aux observations de la Haute Corporation qui avait soulevé la question „si seule une formation luxembourgeoise en secourisme peut donner satisfaction au ministre“.

Suite aux observations du Conseil d'Etat, il est par ailleurs proposé au sous-point 3. de préciser davantage les critères relatifs aux quatre-vingts heures d'activités d'encadrement à accomplir pour être admis au stage préparant à la fonction d'instituteur, notamment en ce qui concerne l'âge des enfants, l'existence d'une rémunération ou non et les entités organisant ces activités.

L'alinéa 2 introduit la possibilité pour le ministre d'accorder une dispense de disposer du brevet élémentaire de sauvetage aquatique ou d'une attestation de formation de base en matière de secourisme. En effet, il a été jugé utile de ne pas barrer l'accès au stage à un enseignant souffrant d'une incapacité physique limitée. D'une part, il se peut qu'un candidat se présente qui ne peut plonger sous l'eau que pendant une durée très limitée pour des raisons médicales dûment justifiées. D'autre part, un candidat peut souffrir d'un handicap physique ne lui permettant pas d'exécuter tous les gestes en matière de secourisme. Les dispenses préconisées s'inscrivent également dans le cadre de la conception d'une école fondamentale inclusive à la fois pour les élèves et le personnel enseignant et socio-éducatif.

Amendement 2 concernant l'article I^{er}, point 4 nouveau (article 4 initial)

L'article I^{er}, point 4 est amendé comme suit:

„**Art. 4.** 4. L'article 46 de la même loi est complété par l'alinéa suivant:

„Par dérogation à l'article 6, alinéa 4, ~~peuvent également être admis au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de la session 2017, les candidats qui s'engagent par écrit à fournir une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures reconnue équivalente par le ministre ayant dans ses attributions les services de secours, ainsi qu'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures reconnu équivalent par le ministre, sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage, dans un délai d'un an à partir de la date d'admission au stage précité. A défaut de fournir les attestations requises dans le délai imparti, ils sont exclus du stage.~~ les candidats admis au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de la session 2017 disposent d'une année supplémentaire à partir de la date d'admission au stage précité pour présenter les pièces requises y énumérées.“ “

Commentaire

Suite aux observations du Conseil d'Etat, il est proposé de remplacer le libellé initial, en prévoyant que les futurs instituteurs-stagiaires admis au stage en 2017 bénéficieront d'une année supplémentaire pour fournir les attestations requises. Le texte proposé permet également de remédier à une erreur matérielle relevée par la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics dans son avis quant à l'absence de la condition requise des quatre-vingts heures d'activités d'encadrement (pour la promotion 2017) qui est réintégrée dans la proposition d'amendement.

Amendement 3 concernant l'article I^{er}, point 5 nouveau (article 5 initial)

L'article I^{er}, point 5 est amendé comme suit:

„**Art. 5.** 5. L'article 9 devient l'article 8 de la même loi est remplacé par le texte suivant **et prend la teneur suivante:**

„**Art. 8.** Le ministre affecte les instituteurs ainsi que les stagiaires-instituteurs soit à une commune, soit à une école ou classe de l'Etat, soit à un bureau régional de l'inspection.

Après les opérations de réaffectation des instituteurs qui ont lieu annuellement dans le cadre de la première liste ainsi que de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, le ministre détermine, parmi les postes d'instituteur restés vacants ou devenus vacants, ceux qui sont réservés pour les stagiaires admis au stage au début de l'année scolaire subséquente. Les stagiaires sont affectés en fonction de leur rang au classement établi au concours visé à l'article 5. Cette affectation vaut pour toute la durée du stage, par dérogation à l'article 9, paragraphe 3, alinéa 4.

L'instituteur souhaitant changer d'affectation, présente sa demande au ministre soit dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, soit dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteurs vacants.

Les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une école, à une classe de l'Etat ou à un bureau régional de l'inspection sont prises par le ministre.

Dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste dressée par l'inspecteur d'arrondissement sur base des éléments suivants:

1. le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, d'une note d'inspection;
2. l'ancienneté de service.

La première liste *bis* comprend les différents postes d'instituteurs devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste. Seuls les instituteurs en fonction peuvent postuler dans le cadre de la première liste *bis*.

Dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur sont prises par le ministre entre tous les candidats classés

sur une liste sur base des mêmes éléments pris en compte pour classer les candidats postulant lors de la première liste des postes d'instituteur vacants.

Le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des instituteurs sont déterminés par règlement grand-ducal.

(1) Le ministre établit chaque année une première liste des postes d'instituteur vacants, qui est publiée au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, ainsi qu'une première liste *bis* publiée après les opérations de réaffectation de la première liste.

(2) Après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste *bis* prévues à l'article 8 9, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage **au début de l'année scolaire subséquente débutant le 1^{er} septembre de chaque année**, conformément à l'article 8 9.

(3) L'affectation aux postes de la liste précitée se fait selon l'ordre suivant:

1. par des stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur;
2. par des membres de la réserve de suppléants prévue à l'article 16, points 2 à 8;
3. par des remplaçants, conformément à l'article 27.

Les décisions individuelles d'affectation sont prises par le ministre.

L'affectation des **agents mentionnés au paragraphe 3, point 3**, remplaçants ne peut être prononcée chaque fois que pour une année scolaire au maximum.

Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente.“ “

Commentaire

Suite aux observations du Conseil d'Etat, il est proposé d'inverser l'article 8 et l'article 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Les renvois à l'intérieur de l'article sont adaptés. La date de début du stage des instituteurs-stagiaires est alignée sur celle prévue à l'article 11 de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, c'est-à-dire le 1^{er} septembre de chaque année. Suite à la suppression de la numérotation des paragraphes, le renvoi au paragraphe 3, point 3 est également supprimé.

Amendement 4 concernant l'article 1^{er}, point 6 nouveau (article 6 initial)

L'article 1^{er}, point 6 est amendé comme suit:

Art. 6. 6. L'article 8 devient l'article 9 de la même loi est modifié comme suit **et prend la teneur suivante:**

„Art. 9. (1) Le ministre établit chaque année une première liste des postes d'instituteur vacants, qui est publiée au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, ainsi qu'une première liste *bis* publiée après les opérations de réaffectation de la première liste.

(2) Après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste *bis* prévues à l'article 8, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage au début de l'année scolaire subséquente, conformément à l'article 8.

(3) L'affectation aux postes de la liste précitée se fait selon l'ordre suivant:

1. par des stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur;
2. par des membres de la réserve de suppléants prévue à l'article 16, points 2 à 8;
3. par des remplaçants, conformément à l'article 27.

Les décisions individuelles d'affectation sont prises par le ministre.

L'affectation des agents mentionnés au paragraphe 3, point 3, ne peut être prononcée chaque fois que pour une année scolaire au maximum.

Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente.

Le ministre affecte les instituteurs ainsi que les stagiaires-instituteurs soit à une commune, soit à une école ou classe de l'Etat, soit à un bureau régional de l'inspection.

Après les opérations de réaffectation des instituteurs qui ont lieu annuellement dans le cadre de la première liste ainsi que de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, le ministre détermine, parmi les postes d'instituteur restés vacants ou devenus vacants, ceux qui sont réservés pour les stagiaires admis au stage ~~au début de l'année scolaire subséquente débutant le 1^{er} septembre de chaque année.~~ Les stagiaires sont affectés en fonction de leur rang au classement établi au concours visé à l'article 5. **Cette affectation vaut pour toute la durée du stage, par dérogation à l'article 8 paragraphe 3, alinéa 4.**

L'instituteur souhaitant changer d'affectation, présente sa demande au ministre soit dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, soit dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteurs vacants.

Les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une école, à une classe de l'Etat ou à un bureau régional de l'inspection sont prises par le ministre.

Dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste dressée par l'inspecteur d'arrondissement sur base des éléments suivants:

1. le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, d'une note d'inspection;
2. l'ancienneté de service.

La première liste *bis* comprend les différents postes d'instituteurs devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste. Seuls les instituteurs en fonction peuvent postuler dans le cadre de la première liste *bis*.

Dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur sont prises par le ministre entre tous les candidats classés sur une liste sur base des mêmes éléments pris en compte pour classer les candidats postulant lors de la première liste des postes d'instituteur vacants.

Le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des instituteurs sont déterminés par règlement grand-ducal.

Commentaire

Suite aux observations du Conseil d'Etat, il est proposé d'inverser l'article 8 et l'article 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Les renvois à l'intérieur de l'article sont adaptés. La date de début du stage des instituteurs-stagiaires est alignée sur celle prévue à l'article 11 de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, c'est-à-dire le 1^{er} septembre. L'article 12 de la même loi règle aussi la durée de l'affectation, de façon que la mention de cette disposition devienne superflète. Etant donné que la mise en vigueur du présent projet est fixé au 15 septembre 2016, les instituteurs-stagiaires admis au stage le 1^{er} septembre 2016 ne sont pas obligés à remplir les conditions supplémentaires fixées à l'article 6 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Afin de redresser deux erreurs matérielles, il est proposé d'aligner l'orthographe des termes „postes d'instituteur“.

Amendement 5 concernant l'article 1^{er}, point 11 nouveau

A l'article 1^{er}, il est inséré un point 11 nouveau libellé comme suit:

„11. Dans l'article 41, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots „l'article 8, alinéa 5“ sont remplacés par ceux de „l'article 9, alinéa 4“.“

Commentaire

Suite à la demande du Conseil d'Etat d'inverser les articles 5 et 6, il est proposé d'adapter les renvois à l'article 41 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Amendement 6 concernant l'article I^{er}, point 12 nouveau

A l'article I^{er}, il est inséré un point 12 nouveau libellé comme suit:

„12. A l'article 42 sont apportées les modifications suivantes:

- a. A l'alinéa 3, les mots „l'article 8, alinéa 2“ sont remplacés par ceux de „l'article 9, alinéa 2“.**
- b. A l'alinéa 4, les termes „l'article 9“ sont remplacés par ceux de „l'article 8“.**

Commentaire

Suite à la demande du Conseil d'Etat d'inverser les articles 5 et 6, il est proposé d'adapter les renvois à l'article 42 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Amendement 7 concernant l'article III nouveau (article 14 initial)

L'article III est amendé comme suit:

„Art. 14. Art. III. La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit:

1. A l'article 13, paragraphe 1^{er}, alinéa 5, le point 4^o est remplacé par le texte suivant:
 „4^o Les fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et d'inspecteur-attaché sont classées au grade 17. La fonction d'inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection est classée au grade 16.“
2. A l'article 17, alinéa 1^{er} point b), les termes „d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché“ sont remplacés par les termes „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.
3. ~~A l'annexe A est modifiée comme suit: a) A la~~ rubrique II „Enseignement“, II.a. Nouveau régime de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, sous-groupe à attributions particulières, au grade 17, les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché“ sont remplacées par les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“,
- b) 4. A l'annexe A, ~~A la~~ rubrique II „Enseignement“, II.b. Régime transitoire de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, **sont apportées les modifications suivantes:**
 - a. il est ajouté un „sous-groupe enseignement fondamental“ avec le grade E7 et la fonction „instituteur spécialisé“;
 - b. au grade E7ter, la fonction „inspecteur de l'enseignement fondamental“ est remplacée par la fonction „inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection“;
 - c. au grade E8, la fonction „inspecteur général de l'enseignement fondamental“ est remplacée par les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“;
 - d. il est ajouté au „sous-groupe enseignement secondaire“ derrière le terme „professeur“ la fonction d'„instituteur spécialisé“.

Commentaire

Afin d'en améliorer la lisibilité, il est proposé de diviser le point 4 en sous-points.

Il est proposé de rajouter un sous-point d. à l'article III, point 4. En effet, il s'agit de redresser une erreur technique survenue suite à l'introduction des amendements gouvernementaux au sujet de l'insertion de la fonction d'instituteur spécialisé dans le sous-groupe enseignement secondaire qui avait disparue dans le texte gouvernemental.

Amendement 8 concernant l'article V nouveau (article 15, alinéa 2 initial)

L'article V est amendé comme suit:

Art. V. La présente loi entre en vigueur le 15 septembre 2016, à l'exception des **articles points 5 et 6 de l'article I^{er}** qui entreront en vigueur le 1^{er} juin 2016. L'article **14 III** prend effet au 1^{er} octobre 2015.

Commentaire

Suite aux observations du Conseil d'Etat relatives à la nouvelle numérotation du projet de loi, il convient d'adapter les renvois à l'article V.

*

Au nom de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, je vous saurais gré de bien vouloir faire aviser par le Conseil d'Etat les amendements exposés ci-avant.

J'envoie copie de la présente, pour information, au Premier Ministre, Ministre d'Etat, au Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, avec prière de transmettre les amendements aux chambres professionnelles consultées, et au Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Mars DI BARTOLOMEO

*

TEXTE COORDONNE

PROJET DE LOI

modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;
2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien;
3. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat

Chapitre 1^{er} – Modification de I

Art. I^{er}. La loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental est modifiée comme suit:

Art. 1^{er}-1. L'article 4 ~~de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental~~ est complété par l'alinéa suivant:

„Les instituteurs qui obtiennent un niveau de performance 4 à l'occasion de l'appréciation de leurs compétences professionnelles telle que prévue à l'article 4bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, bénéficient d'un congé correspondant à 12 leçons d'enseignement direct pendant la première année scolaire de la période de référence suivant l'appréciation. Ce congé correspond à une diminution de leur tâche d'enseignement de 0,33 leçon hebdomadaire d'enseignement direct pendant l'année scolaire en question. Les mêmes modalités s'appliquent pour les membres de la réserve de suppléants“.

Art. 2 2. A l'article 5, alinéa 5 ~~de la même loi~~, les termes „ainsi que les indemnités des membres des jurys des épreuves préliminaires et des épreuves de classement du concours“ sont insérés après les termes „les modalités du concours et du stage“.

Art. 3. 3. L'article 6 de la même loi est complété par l' les alinéas suivants:

„Pour être admis au stage, les candidats doivent également disposer:

- 1. d'une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures, **accomplie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger**, reconnue équivalente par le ministre ayant dans ses attributions les services de secours dans ses attributions, conformément aux dispositions **du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population, 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours;**
- 2. d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, reconnu équivalent par le ministre sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage;
- 3. **d'une attestation d'encadrement d'enfants et d'adolescents dans un contexte non scolaire d'un volume de quatre-vingts heures au moins, d'une attestation d'activités d'encadrement d'enfants ou d'adolescents, âgés entre trois et dix-huit ans, d'un volume de quatre-vingts heures au moins, accomplies dans un contexte non scolaire, rémunérées ou non rémunérées et organisées au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par un organisme privé ou une institution publique, reconnue par le ministre.**

Un candidat qui souffre d'une incapacité physique ne lui permettant pas d'obtenir l'attestation prévue au point 1 ci-dessus ou le brevet mentionné au point 2 ci-dessus peut en être dispensé par le ministre.

Art. 4 4. L'article 46 de la même loi est complété par l'alinéa suivant:

„Par dérogation à l'article 6, alinéa 4, **peuvent également être admis au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de la session 2017, les candidats qui s'engagent par écrit à fournir une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures reconnue équivalente par le ministre ayant dans ses attributions les services de secours, ainsi qu'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures reconnu équivalent par le ministre, sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage, dans un délai d'un an à partir de la date d'admission au stage précité. A défaut de fournir les attestations requises dans le délai imparti, ils sont exclus du stage. les candidats admis au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de la session 2017 disposent d'une année supplémentaire à partir de la date d'admission au stage précité pour présenter les pièces requises y énumérées.**“

Art. 5. 5. L'article 9 devient l'article 8 de la même loi est remplacé par le texte suivant **et prend la teneur suivante**:

„Art. 9 8. Le ministre affecte les instituteurs ainsi que les stagiaires-instituteurs soit à une commune, soit à une école ou classe de l'Etat, soit à un bureau régional de l'inspection.

Après les opérations de réaffectation des instituteurs qui ont lieu annuellement dans le cadre de la première liste ainsi que de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, le ministre détermine, parmi les postes d'instituteur restés vacants ou devenus vacants, ceux qui sont réservés pour les stagiaires admis au stage au début de l'année scolaire subséquente. Les stagiaires sont affectés en fonction de leur rang au classement établi au concours visé à l'article 5. Cette affectation vaut pour toute la durée du stage, par dérogation à l'article 9, paragraphe 3, alinéa 4.

L'instituteur souhaitant changer d'affectation, présente sa demande au ministre soit dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, soit dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteurs vacants.

Les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une école, à une classe de l'Etat ou à un bureau régional de l'inspection sont prises par le ministre.

Dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale

modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste dressée par l'inspecteur d'arrondissement sur base des éléments suivants:

1. le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, d'une note d'inspection;
2. l'ancienneté de service.

La première liste *bis* comprend les différents postes d'instituteurs devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste. Seuls les instituteurs en fonction peuvent postuler dans le cadre de la première liste *bis*.

Dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur sont prises par le ministre entre tous les candidats classés sur une liste sur base des mêmes éléments pris en compte pour classer les candidats postulant lors de la première liste des postes d'instituteur vacants.

Le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des instituteurs sont déterminés par règlement grand-ducal.

(1) Le ministre établit chaque année une première liste des postes d'instituteur vacants, qui est publiée au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, ainsi qu'une première liste *bis* publiée après les opérations de réaffectation de la première liste.

(2) Après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste *bis* prévues à l'article 8 9, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage **au début de l'année scolaire subséquente débutant le 1^{er} septembre de chaque année**, conformément à l'article 8 9.

(3) L'affectation aux postes de la liste précitée se fait selon l'ordre suivant:

1. par des stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur;
2. par des membres de la réserve de suppléants prévue à l'article 16, points 2 à 8;
3. par des remplaçants, conformément à l'article 27.

Les décisions individuelles d'affectation sont prises par le ministre.

L'affectation des **agents mentionnés au paragraphe 3, point 3**, remplaçants ne peut être prononcée chaque fois que pour une année scolaire au maximum.

Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente."

Art.-6. L'article 8 devient l'article 9 de la même loi est modifié comme suit et prend la teneur suivante:

„Art. 89. (1) Le ministre établit chaque année une première liste des postes d'instituteur vacants, qui est publiée au plus tard le 1er juin de chaque année, ainsi qu'une première liste *bis* publiée après les opérations de réaffectation de la première liste.

(2) Après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste *bis* prévues à l'article 8, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage au début de l'année scolaire subséquente, conformément à l'article 8.

(3) L'affectation aux postes de la liste précitée se fait selon l'ordre suivant:

1. par des stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur;
2. par des membres de la réserve de suppléants prévue à l'article 16, points 2 à 8;
3. par des remplaçants, conformément à l'article 27.

Les décisions individuelles d'affectation sont prises par le ministre.

L'affectation des agents mentionnés au paragraphe 3, point 3, ne peut être prononcée chaque fois que pour une année scolaire au maximum.

Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente.

Le ministre affecte les instituteurs ainsi que les stagiaires-instituteurs soit à une commune, soit à une école ou classe de l'Etat, soit à un bureau régional de l'inspection.

Après les opérations de réaffectation des instituteurs qui ont lieu annuellement dans le cadre de la première liste ainsi que de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, le ministre détermine, parmi les postes d'instituteur restés vacants ou devenus vacants, ceux qui sont réservés pour les stagiaires admis au stage ~~au début de l'année scolaire subséquente débutant le 1^{er} septembre de chaque année.~~ Les stagiaires sont affectés en fonction de leur rang au classement établi au concours visé à l'article 5. ~~Cette affectation vaut pour toute la durée du stage, par dérogation à l'article 8 paragraphe 3, alinéa 4.~~

L'instituteur souhaitant changer d'affectation, présente sa demande au ministre soit dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, soit dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteurs vacants.

Les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une école, à une classe de l'Etat ou à un bureau régional de l'inspection sont prises par le ministre.

Dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste dressée par l'inspecteur d'arrondissement sur base des éléments suivants:

1. le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, d'une note d'inspection;
2. l'ancienneté de service.

La première liste *bis* comprend les différents postes d'instituteurs devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste. Seuls les instituteurs en fonction peuvent postuler dans le cadre de la première liste *bis*.

Dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur sont prises par le ministre entre tous les candidats classés sur une liste sur base des mêmes éléments pris en compte pour classer les candidats postulant lors de la première liste des postes d'instituteur vacants.

Le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des instituteurs sont déterminés par règlement grand-ducal.

Art. 7 7. L'article 16, alinéa 1^{er}, point 8 ~~de la même loi~~ est remplacé par le texte suivant:

„8) des chargés de cours en cycle de formation engagés à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle.“

Art. 8 8. Les articles 19 à 21 ~~de la même loi~~ sont abrogés.

Art. 9 9. L'article 22 ~~de la même loi~~ est remplacé par le texte suivant:

„Art. 22. Les personnes énumérées à l'article 16, points 2 à 8, bénéficient d'un engagement en qualité d'employé de l'Etat à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle auprès de la réserve de suppléants.

Le recrutement des nouveaux membres de la réserve se fait dans la limite des postes prévus chaque année par la loi budgétaire en tenant compte des besoins en personnel déterminés par la procédure de planification des besoins en personnel enseignant.“

Art. 10 10. L'article 43, paragraphe 1^{er} ~~de la même loi~~ est abrogé.

11. Dans l'article 41, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots „l'article 8, alinéa 5“ sont remplacés par ceux de „l'article 9, alinéa 4“.

12. A l'article 42 sont apportées les modifications suivantes:

- a. A l'alinéa 3, les mots „l'article 8, alinéa 2“ sont remplacés par ceux de „l'article 9, alinéa 2“.

b. A l'alinéa 4, les termes „l'article 9“ sont remplacés par ceux de „l'article 8“.

Chapitre 2 – Modification de I

Art. II. La loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien est modifiée comme suit:

Art. 11 1. ~~A L l'article 5, de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien est modifié comme suit:~~ 1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le terme „Enseignement“ est supprimé.

2. Au A l'article 5, paragraphe 2, les termes „des sous-groupes de l'enseignement ainsi que“ sont supprimés et les termes „43 à 49“ sont remplacés par les termes „43, 45 et 46“.

Art. 12 3. L'article 7, paragraphe 1^{er}, point 3 ~~de la même loi,~~ est complété comme suit:
„ou par l'Institut de formation de l'éducation nationale.“

Art. 13 4. Dans l'article 14, paragraphe 1^{er} alinéa 2 ~~de la même loi,~~ les mots „ou de l'Institut de formation de l'éducation nationale“ sont insérés après les mots „l'Institut national d'administration publique“.

Chapitre 3 – Modification de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat

Art. 14. Art III. La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit:

1. A l'article 13, paragraphe 1^{er}, alinéa 5, le point 4° est remplacé par le texte suivant:
„4° Les fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et d'inspecteur-attaché sont classées au grade 17. La fonction d'inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection est classée au grade 16.“
2. A l'article 17, alinéa 1^{er} point b), les termes „d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché“ sont remplacés par les termes „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.
3. ~~A L l'annexe A est modifiée comme suit:~~ a) A la, rubrique II „Enseignement“, II.a. Nouveau régime de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, sous-groupe à attributions particulières, au grade 17, les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché“ sont remplacées par les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“;
- b) 4. A l'annexe A, ~~A la~~ rubrique II „Enseignement“, II.b. Régime transitoire de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, **sont apportées les modifications suivantes:**
 - a. il est ajouté un „sous-groupe enseignement fondamental“ avec le grade E7 et la fonction „instituteur spécialisé“;
 - b. au grade E7ter, la fonction „inspecteur de l'enseignement fondamental“ est remplacée par la fonction „inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection“;
 - c. au grade E8, la fonction „inspecteur général de l'enseignement fondamental“ est remplacée par les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“;
 - d. il est ajouté au „sous-groupe enseignement secondaire“ derrière le terme „professeur“ la fonction d'„instituteur spécialisé“.

Chapitre 3 – Mise en vigueur

Chapitre 4 – Dispositions transitoires et finales

Art. 15. Art. IV. Les inspecteurs de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et les inspecteurs-attachés nommés avant le 15 septembre 2016 sont reclassés au grade E8 avec effet au 1^{er} octobre 2015 pour ceux nommés avant cette date et avec effet à partir de leur date de nomination pour ceux nommés après le 1^{er} octobre 2015.

Art. V. La présente loi entre en vigueur le 15 septembre 2016, à l'exception des **articles points 5 et 6 de l'article 1^{er}** qui entreront en vigueur le 1^{er} juin 2016. L'article **14 III** prend effet au 1^{er} octobre 2015.